



Non au Choc des Savoirs ! Oui au Choc des Moyens Toutes et tous en grève le jeudi 6 juin !

Depuis des années, on observe en Essonne, une hausse démographique significative dont les établissements portent le poids sans moyens humains supplémentaires. Ce scandale se lit dans les chiffres qui nous sont présentés dans les instances chaque année : par exemple, entre 2016 et 2023, le nombre d'élèves en collège a augmenté de 13% alors que les moyens en assistance éducative n'ont été augmenté que de 3 % ; une enquête réalisée par le CHSCT départemental en 2022 a par ailleurs montré combien les conditions de travail des AED étaient dégradées par l'insuffisance des moyens. Alors que l'Essonne n'est pas dotée à la hauteur de ses besoins et que tous les établissements sont en difficultés, la DSDEN procède à des redéploiements et déstabilise des établissements !

Notre département détient le triste record du nombre de rixes en France : il concentre à lui seul un quart des rixes du territoire national. On compte déjà une vingtaine de rixes depuis début 2024. La vie dans nos établissements est très impactée par les rivalités de quartiers qui se distinguent par leur intensité et leur pérennité dans le temps. Nos élèves en sont les premières victimes comme cela a été le cas à Viry-Châtillon en avril ou encore à Sainte-Geneviève-des-Bois, Saint-Michel-sur-Orge, Morsang sur orge, Ris-Orangis etc. De nouveaux territoires sont de surcroît entrés dans le dispositif Quartiers Politiques de la Ville (QPV) et doivent être pris en compte pour une augmentation significative des moyens. Agir efficacement sur ces problématiques nécessite des politiques d'égalité de grande ampleur, et non des interventions judiciaires et policières locales et ponctuelles ni des discours sécuritaires opportunistes. L'Éducation Nationale doit pouvoir jouer son rôle de prévention en s'appuyant sur un taux d'encadrement digne d'un service public respectueux des personnels et des élèves.

Et pourtant, lors de leur venue à Viry-Châtillon en avril, ni Gabriel Attal, ni Nicole Belloubet n'ont fait d'annonce concrète sur les moyens dédiés à la prévention de la violence chez les jeunes. Bien au contraire, la volonté d'imposer le choc des savoirs et le choc de l'autorité est un renoncement profond aux valeurs émancipatrices de l'École. Avec les groupes de niveau, les classes « prepa 2nd », en amplifiant le tri scolaire et le tri social, le « choc des savoirs » va encore dégrader les climats scolaires dans notre département.

C'est pourquoi, nous exigeons le retrait du choc des savoirs et nous revendiquons un véritable choc des moyens humains permettant de diminuer les effectifs par classe, d'augmenter le taux d'encadrement des jeunes dans nos établissements. Cela passe aussi par l'augmentation de l'attractivité de nos métiers en termes de salaires, de conditions de travail et de formation.

En CSA-Académique, l'ensemble des organisations syndicales ont unanimement rejeté la répartition proposée en AED. Il est indispensable que le ministère abonde la dotation.

Nous appelons les personnels à se mobiliser par la grève le jeudi 6 juin. Soyons nombreuses et nombreux le 6 juin à manifester à 10h30 devant les grilles de la DSDEN pour faire entendre notre voix et notre ambition pour la jeunesse du département. Les organisations syndicales demandent une audience à la Préfète de l'Essonne.

Les organisations appellent les personnels et les parents d'élèves à se réunir afin de débattre des suites et des modalités de la mobilisation pour faire reculer le gouvernement sur la réforme du choc des savoirs et gagner sur leurs revendications.